Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la situation en Syrie, à Paris le 16 septembre 2013.

2013-09-16

Ce matin, le président de la République nous a reçus avec John Kerry et William Hague pour discuter de la situation en Syrie et des décisions à prendre dans les prochains jours.

Après cette réunion à l'Élysée, nous avons tenu une première réunion de travail avec mes deux collègues. Nous recevrons dans un instant, après cette conférence de presse, notre collègue le ministre des affaires étrangères turc, M. Davutoglu pour examiner aussi avec lui ce qu'il convient de faire.

Cette réunion a deux objectifs. D'une part, préparer la mise en oeuvre concrète et rapide de l'accord sur l'élimination des armes chimiques qui a été obtenu à Genève. Et, d'autre part, travailler à la relance du processus politique qui est la seule voie possible pour mettre fin à la tragédie que connaît la Syrie depuis maintenant deux ans et demi.

L'accord de Genève est, comme j'ai eu l'occasion de le dire, une avancée importante. Depuis le massacre chimique du 21 août, notre position a été claire et constante, je l'ai résumé en disant «sanctions et dissuasion.»

Cette attitude de fermeté qui est la nôtre, celle des pays ici représentés, a payé. Le régime syrien n'a eu d'autres choix que de s'engager à éliminer ses armes chimiques, des armes, je veux le rappeler, dont il niait encore l'existence il y a seulement quelques jours, des armes dont le rapport des inspecteurs de l'ONU, cet après-midi, confirmera certainement l'emploi le 21 août.

Ce qui importe maintenant, c'est que cet accord soit rapidement mis en oeuvre pour éliminer une fois pour toutes la menace chimique que le régime syrien fait peser sur sa propre population et sur ses voisins. Nous voulons très vite des actes concrets et vérifiables, en gardant à l'esprit que toutes les options doivent rester sur la table si les déclarations ne sont pas suivies d'effet sur le terrain. C'est pourquoi ce que l'on appelle le P3, c'est-à-dire les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, nous voulons obtenir du conseil de sécurité des Nations unies, dans les jours prochains, une résolution forte. Une résolution qui appuiera de toute l'autorité du Conseil le plan de désarmement chimique. Une résolution qui prévoira bien

sûr des conséquences sérieuses s'il n'était pas appliqué, une résolution enfin qui réaffirmera clairement que les responsables des crimes commis doivent rendre des comptes.

Nous y travaillons, nous allons y travailler dans les prochains jours à New York afin d'aboutir à une résolution commune du P3 et ensuite une résolution qui pourra être adoptée par l'ensemble du conseil de sécurité des Nations unies.

Mesdames et Messieurs, le chimique n'est évidemment qu'un aspect particulièrement atroce du drame syrien. Ce n'est qu'un moyen parmi tous ceux que le régime utilise pour réprimer sa population dans le sang. Les combats, malheureusement, continuent et, avec eux, les souffrances terribles du peuple syrien. Nous le savons, il n'y a pas de solution militaire à ce conflit, la solution est politique.

À Genève, il y a un an et demi, nous étions parvenus à adopter quelques principes clairs pour organiser la transition politique en Syrie, en particulier, - c'était la formule - le transfert de tous les pouvoirs exécutifs, y compris le contrôle sur l'armée et les services de sécurité, à une autorité de transition. Mais le régime de Damas n'a, pour le moment, pas voulu y donner suite, préférant, selon la formule de M. Bachar Al-Assad, «liquider l'opposition».

Nous devons faire comprendre au régime qu'il n'y a pas d'autre perspective que la table de négociation. Nous allons renouveler nos efforts conjoints dans les semaines à venir et même dans les jours à venir pour construire une solution politique en concertation avec tous les pays qui souscrivent aux principes qui ont été agréés à Genève.

Nous savons que pour négocier une solution politique, il faut une opposition forte. Nous comptons donc également renforcer notre soutien à la Coalition nationale syrienne et dans cet esprit, il sera organisé à New York, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies, une grande réunion internationale autour de la coalition nationale syrienne.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les dispositions et les décisions qui sont les nôtres. Je veux insister avant de donner la parole à mes deux collègues et amis sur le fait qu'il est décisif, comme cela l'était hier, qu'aujourd'hui et demain, les trois pays ici représentés soient unis.

(...)

Q - Il semble que le président russe, M. Poutine, et M. Lavrov, son ministre des affaires étrangères, soient d'ores-et-déjà réticents à l'usage de la force en cas de non-respect de l'accord par Bachar Al-Assad. Alors, est-ce que nous ne nous avançons pas déjà vers un veto des Russes et des Chinois au Conseil de sécurité des Nations unies ?

R - Nous avons expliqué les conditions dans lesquelles tout cela doit se faire. Il y a eu un accord, une avancée très importante, qui a été réalisé à Genève, et il faut remercier et féliciter John Kerry du travail qu'il a fait en liaison avec Sergueï Lavrov.

Maintenant tout ceci doit se traduire dans une résolution du Conseil de sécurité. Nous avons commencé à travailler, il va y avoir ce soir un rapport des inspecteurs des Nations unies qui va donner toute une série de précisions sur le massacre chimique du 21 août et nous allons dans les heures, dans les jours qui viennent, d'abord en P3 et ensuite vis-à-vis de nos autres collègues, proposer une résolution.

Cette résolution reprendra les éléments de l'accord de Genève pour en faire du droit positif international et comme cela a d'ailleurs été précisé à Genève, cette résolution prévoira ce qui se passera si les Syriens ne respectaient pas leurs engagements.

À toute résolution, il doit y avoir une traduction concrète, des sanctions. Et c'est dans cet esprit que nous travaillons.

Q - Pour démanteler les armes chimiques en Syrie, en fait n'avez-vous pas des objectifs à court terme au détriment de l'objectif à long terme qui consisterait à faire en sorte que le président Assad quitte le pouvoir ? Et, surtout, que l'élimination des armes chimiques syriennes dans un calendrier aussi ambitieux d'ici milieu 2014, n'apporte des critiques sur la coopération du gouvernement Assad au cours des mois à venir ? Et comment allez-vous vous y prendre pour vous prémunir contre ce scénario qu'on a vu en Irak dans les années 90 et où il y a eu des années de discussions prolongées, des allégations de triche, de mesures dilatoires, de délibérations quant à savoir ce qu'il fallait faire ? Comment allez-vous empêcher que cela ne traîne sur une très longue durée ?

(...)

R - Il n'y a aucune contradiction entre les deux éléments, l'action militaire et la gestion des armes chimiques et ce que vous appelez cette perspective stratégique. Au contraire, ce n'est pas incompatible. C'est un même processus.

Tout d'abord, si Bachar a changé d'attitude, de position, c'est précisément parce que nous avons tous été si fermes. Sa position sera affaiblie par le fait qu'il ne puisse conserver ses armes chimiques, car, sans ses armes chimiques, qu'il ne pourra plus utiliser contre son propre peuple et ses voisins, il sera affaibli.

Il doit comprendre qu'il n'y a pas de victoire militaire possible pour lui. Le régime doit venir à la table des négociations. Il doit comprendre qu'il n'y a pas de solution militaire pour lui et qu'il n'y a qu'une solution politique. C'est la raison pour laquelle ce n'est pas incompatible mais, au contraire, il s'agit bien d'un seul et même processus. Il s'agit de traiter les armes chimiques et ce que vous appelez la perspective stratégique.

Un dernier mot si vous le voulez bien. Ce qui était sous-jacent dans beaucoup de vos questions, et dans nos réponses, c'est l'importance de renforcer l'opposition modérée. Tout se passe comme si, en effet, Bachar Al-Assad d'un côté et les extrémistes terroristes de

l'autre, en apparence se combattaient, mais en fait se renforcent. Ce qui fait tenir M. Bachar Al-Assad, c'est que toute une série de communautés, on a parlé des chrétiens, d'autres encore, se disent, sans doute est-il un dictateur, mais qu'est-ce qui va se passer s'il n'est plus là ? Et du côté des terroristes, ils ont intérêt à dire que, entre Bachar Al-Assad et eux-mêmes, il n'y a rien. De sorte que tous ceux qui sont contre Bachar Al-Assad seraient obligés de rejoindre les terroristes. Mais c'est une présentation évidemment totalement erronée.

Si l'on veut à la fois changer le régime de Bachar Al-Assad et ne pas tomber sous les foudres des terroristes, il faut, et c'est notre position, soutenir l'opposition modérée qui reconnaît bien sûr les droits des minorités, qui reconnaît les principes sous lesquels nous voulons agir ; ce sera aux Syriens de décider mais il est très important de voir qu'il n'y a pas ou bien Bachar Al-Assad, ou bien les terroristes, mais que la solution politique passe par un accord entre des représentants du régime et l'opposition modérée. Et je crois que ceci n'est pas suffisamment présent dans l'esprit de l'opinion publique et doit être rappelé. Merci beaucoup.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 17 septembre 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/189020-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-sur